


Rapport de de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti

Numéro de dossier : DIA13-2021-30-115752 (Rénovation énergétique)
 Date(s) du repérage : 29/04/2021
 Date d'émission du rapport : 19/05/2021



Informations administratives

	Adresse du bâtiment visité	Bloc Technique de l'Aéroport Marseille Provence 13700 MARIGNANE (France)
	Complément d'information	Lot numéro Non communiqué,
	Date de construction	Non communiqué – Antérieur à 1997
	Propriétaire(s)	Service National D'Ingénierie Aéroportuaire M. CHAILLE Pôle d'Aix-en-Provence Antenne de Marignane ZI Les Lavandins BP 2 Aéroport 13727 MARIGNANE CEDEX (France)
	Donneur d'ordre	Service National D'Ingénierie Aéroportuaire M. CHAILLE Pôle d'Aix-en-Provence Antenne de Marignane ZI Les Lavandins BP 2 Aéroport 13727 MARIGNANE CEDEX (France)
	Références du programme de travaux (Descriptif des travaux fourni par le D.O. en paragraphe 3.2.6)	Référence : NC

Opérateur(s) ayant participé au repérage

NOM Prénom	Fonction	Organisme certification	Détail de la certification
DELGADO Eric	Opérateur de repérage	I.Cert Centre Alphasis - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GREGOIRE	Obtention : 05/07/2017 Échéance : 04/07/2022 N° de certification : CPDI 4033

Références réglementaires et normatives

Textes réglementaires	La mission est effectuée en application de l'article L4531-1 du code du travail conjointement à l'arrêté du 16 juillet 2019 et conformément aux articles R4412-61 à R4412-65, R4412-97 du Code du Travail et L541-1 à L541-8 du Code de l'Environnement.
Norme(s) utilisée(s)	Norme NF X 46-020 d'Août 2017 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis
Diffusion : le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses	

SOMMAIRE

1.	LES CONCLUSIONS.....	4
2.	LABORATOIRE(S) D'ANALYSES.....	5
3.	LA MISSION DE REPERAGE	6
3.1	L'OBJET DE LA MISSION	6
3.2	LE CADRE DE LA MISSION	6
4.	CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE.....	10
4.1	BILAN DE L'ANALYSE DOCUMENTAIRE	10
4.2	DATE D'EXECUTION DES VISITES DU REPERAGE IN SITU	10
4.3	ÉCARTS, ADJONCTIONS, SUPPRESSIONS PAR RAPPORT AUX NORMES EN VIGUEUR	10
4.4	PLAN ET PROCEDURES DE PRELEVEMENTS.....	10
4.5	OBSERVATIONS DIVERSES CONCERNANT LE REPERAGE ET LES PRELEVEMENTS.....	10
5.	RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE.....	11
5.1	RECAPITULATIF PAR ZPSO	11
5.2	RECAPITULATIF PAR PRELEVEMENT.....	14
6.	SIGNATURES.....	16
7.	ANNEXES - AU RAPPORT DE MISSION DE REPERAGE N° DIA13-2021-30-115752 (RENOVATION ENERGETIQUE) .	17
7.1	ANNEXE - CROQUIS DE REPERAGE.....	18
7.2	ANNEXE - RAPPORTS D'ESSAIS	20
7.3	ANNEXE - AUTRES DOCUMENTS	22

1. LES CONCLUSIONS

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante : après analyse, ils ne contiennent pas d'amiante.



Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2 les locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante :

Localisation	Parties du local	Raison
Néant	-	-

Observations diverses
NEANT

2. LABORATOIRE(S) D'ANALYSES

Raison sociale et nom de l'entreprise : FLASHLAB ILLKIRCH

Adresse : 38, rue de l'industrie 67400 Illkirch

Numéro de l'accréditation Cofrac : N°1-5765 rev 8 - SIRET 79892366000020

3. LA MISSION DE REPERAGE

3.1 L'objet de la mission

Dans le cadre de la réalisation de travaux dans l'immeuble bâti, ou de la partie d'immeuble bâti, décrit en page de couverture du présent rapport, la mission consiste à repérer dans cet immeuble, ou partie d'immeuble, les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

3.2 Le cadre de la mission

3.2.1 L'intitulé de la mission

«Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux».

3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission

L'article R. 1334-19 du code de la construction et de l'habitation prévoit que « Les propriétaires des immeubles bâtis mentionnés à l'article R. 1334-14 font réaliser, préalablement à la démolition de ces immeubles, un repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante ».

Conjointement, l'article L4412-2 du code du travail prévoit au titre de l'évaluation des risques que le maître d'ouvrage, doit réaliser un repérage de tout agent cancérigène portant sur les matériaux susceptibles d'en contenir et qui doivent faire l'objet de travaux. Cette mission est soumise aux obligations relatives aux activités et interventions sur des matériaux ou appareils susceptibles de libérer des fibres d'amiante (articles R 4412-97 à 113 et R 4412-139 et suivants du code du travail)

La mission, s'inscrivant dans ce cadre, se veut conforme aux textes réglementaires de référence mentionnés en page de couverture du présent rapport.

3.2.3 L'objectif de la mission

«Le repérage a pour objectif d'identifier et de localiser tous les matériaux et produits contenant de l'amiante situés dans la zone impactée par les travaux.»

Les listes de matériaux pouvant contenir de l'amiante sont définies de façon non exhaustive par la norme NFX 46-020.

3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire

Extrait de l'annexe A de la norme NF X 46-020 d'Août 2017 (liste non exhaustive)

1 - Couvertures, Toitures, Terrasses et étanchéités	Plaques ondulées et planes
	Ardoises, bardeaux bitumineux
	Éléments associés à la toiture
	Éléments sous toiture
	Étanchéité de toiture terrasse
	Fenêtres de toit, lanterneaux, verrières
2 - Parois verticales extérieures et Façades	Façades légères, murs rideaux, bardages, panneaux sandwich
	Isolant et protection thermique ou acoustique sous bardage
	Façades lourdes y compris poteaux
	Menuiseries extérieures
	Éléments associés aux façades
3 - Parois verticales intérieures	Murs et cloisons maçonnés
	Poteaux
	Cloisons sèches (assemblées, préfabriquées)
	Gaines et coffres verticaux
	Portes coupe-feu, pare-flamme, isothermiques, frigorifiques
	Revêtements de murs, poteaux, cloisons, gaines, coffres
4 - Plafonds et faux plafonds	Plafonds
	Poutres et charpentes
	Gaines et coffres horizontaux
	Faux plafonds
	Suspentes et contrevents
5 - Planchers et planchers techniques	Revêtements de sols
6 - Conduits et accessoires intérieurs	Conduits de fluides (air, eau, vapeur, fumée, échappement, autres fluides)
	Clapets / volets coupe-feu
	Vide-ordures
7 - Ascenseurs, monte-charges et escaliers mécaniques	Portes et cloisons palières
	Parois des équipements
	Matériels en machinerie
8 - Équipements divers et accessoires	Chaudières (mixtes, collectives), chauffe bains, radiateurs gaz modulables, Poêles à bois à fuel, à charbon, Groupes électrogènes
	Convecteurs et radiateurs électriques
	Fusibles à broche
	Canalisations électriques préfabriquées
	Coffres-forts
	Portes de placard, baignoires et éviers métalliques
	Jardinières, bac à sable incendie
9 - Fondations et soubassements	Étanchéité des murs enterrés
	Parois verticales et horizontales enterrées
	Conduits et fourreaux
10 - Aménagements, voiries et réseaux divers	Conduits, Siphons
	Voiries
	Espaces sportifs
	Aménagements extérieurs

3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)

En plus du programme de repérage réglementaire, le présent rapport porte sur les parties de composants suivantes :

Composant de la construction	Partie du composant ayant été inspecté (Description)	Sur demande ou sur information
Néant	-	-

3.2.6 Le périmètre de repérage effectif

Il s'agit de l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concerné par la mission de repérage figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités.

Périmètre de repérage
<ul style="list-style-type: none">Rénovation énergétique

Descriptif des travaux fourni par le donneur d'ordre
<ul style="list-style-type: none">Rénovation énergétique.

Liste des ouvrages et parties d'ouvrages à inspecter
<ul style="list-style-type: none">Ensemble des ouvrages et parties d'ouvrages cités dans l'annexe A de la norme NFX46-020 et impactés par le programme de travaux.

Descriptif des pièces visitées	
Rez-de-chaussée - Hall Rez-de-chaussée - Renseignements Rez-de-chaussée - Coin repos Rez-de-chaussée - Permanence Rez-de-chaussée - Bureau 8 Rez-de-chaussée - Bureau 7 Rez-de-chaussée - Bureau 6	Rez-de-chaussée - Bureau 5 Rez-de-chaussée - Bureau Adjoint Commandant Brigade Rez-de-chaussée - Bureau Commandant Brigade Rez-de-chaussée - Bureau Archives Rez-de-chaussée - Bureau 4 Rez-de-chaussée - Bureau 2 Rez-de-chaussée - Bureau 1 Enveloppe - Façades

Localisation	Description
Néant	-

4. CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

4.1 Bilan de l'analyse documentaire

Documents demandés	Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Oui
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	Non
Eléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	Non

Observations :

Néant

4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ

Date de la commande : 09/04/2021

Date(s) de visite de l'ensemble des locaux : 29/04/2021

Personne en charge d'accompagner l'opérateur de repérage : M. CHAILLE Service National D'Ingénierie Aéroportu

4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux normes en vigueur

La mission de repérage s'est déroulée conformément aux prescriptions de la norme NF X 46-020, révision d'Août 2017.

Observations	Oui	Non	Sans Objet
Plan de prévention réalisé avant intervention sur site	-	X	-
Vide sanitaire accessible			X
Combles ou toiture accessibles et visitables			X

4.4 Plan et procédures de prélèvements

L'ensemble des prélèvements a été réalisé dans le respect du plan et des procédures d'intervention.



4.5 Observations diverses concernant le repérage et les prélèvements

Néant

5. RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE

5.1 Récapitulatif par ZPSO



Identification de la zone	Identifiant + Description	Localisation	Conclusion (justification)	Photo
M001	<p><u>Identifiant:</u> M001</p> <p><u>Description:</u> Enduit plâtre</p> <p><u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés</p> <p><u>Partie à sonder:</u> Enduit plâtre</p>	<p>Rez-de-chaussée - Hall; Rez-de-chaussée - Renseignements; Rez-de-chaussée - Coin repos; Rez-de-chaussée - Permanence; Rez-de-chaussée - Bureau 8; Rez-de-chaussée - Bureau 7; Rez-de-chaussée - Bureau 6; Rez-de-chaussée - Bureau 5; Rez-de-chaussée - Bureau Adjoint Commandant Brigade; Rez-de-chaussée - Bureau Commandant Brigade; Rez-de-chaussée - Bureau Archives; Rez-de-chaussée - Bureau 4; Rez-de-chaussée - Bureau 2; Rez-de-chaussée - Bureau 1</p>	<p>Absence d'amiante</p> <p>(Rapport AC Environnement du 002TD000783 du 05/03/2018 - Prélèvement P94)</p>	
M002	<p><u>Identifiant:</u> M002</p> <p><u>Description:</u> Plôts de plâtre</p> <p><u>Composant de la construction:</u> 4 - Plafonds et faux plafonds - Plafonds</p> <p><u>Partie à sonder:</u> Plôts de plâtre</p>	<p>Rez-de-chaussée - Hall; Rez-de-chaussée - Renseignements; Rez-de-chaussée - Coin repos; Rez-de-chaussée - Permanence; Rez-de-chaussée - Bureau 8; Rez-de-chaussée - Bureau 7; Rez-de-chaussée - Bureau 6; Rez-de-chaussée - Bureau 5; Rez-de-chaussée - Bureau Adjoint Commandant Brigade; Rez-de-chaussée - Bureau Commandant Brigade; Rez-de-chaussée - Bureau Archives; Rez-de-chaussée - Bureau 4; Rez-de-chaussée - Bureau 2; Rez-de-chaussée - Bureau 1</p>	<p>Absence d'amiante</p> <p>(Rapport AC Environnement du 002TD000783 du 05/03/2018 - Prélèvement P91)</p>	

Identification de la zone	Identifiant + Description	Localisation	Conclusion (justification)	Photo
M003	<p><u>Identifiant:</u> M003 <u>Description:</u> Joint vitrier <u>Composant de la construction:</u> 2 - Parois verticales extérieures et Façades - Menuiseries extérieures <u>Partie à sonder:</u> Joint vitrier</p>	<p>Rez-de-chaussée - Hall; Rez-de-chaussée - Renseignements; Rez-de-chaussée - Coin repos; Rez-de-chaussée - Permanence; Rez-de-chaussée - Bureau 8; Rez-de-chaussée - Bureau 7; Rez-de-chaussée - Bureau 6; Rez-de-chaussée - Bureau 5; Rez-de-chaussée - Bureau Adjoint Commandant Brigade; Rez-de-chaussée - Bureau Commandant Brigade; Rez-de-chaussée - Bureau Archives; Rez-de-chaussée - Bureau 4; Rez-de-chaussée - Bureau 2; Rez-de-chaussée - Bureau 1</p>	<p>Absence d'amiante (Rapport AC Environnement du 002TD000783 du 05/03/2018 - Prélèvement P96)</p>	
ZPSO-001	<p><u>Identifiant:</u> ZPSO-001 <u>Réf. échantillon:</u> P001 <u>Réf. laboratoire:</u> 21FP005788-001 <u>Description:</u> Placoplâtre mur <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Cloisons sèches (assemblées, préfabriquées) <u>Partie à sonder:</u> Placoplâtre mur</p>	<p>Rez-de-chaussée - Bureau Adjoint Commandant Brigade</p>	<p>Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)</p>	
ZPSO-002	<p><u>Identifiant:</u> ZPSO-002 <u>Réf. échantillon:</u> P002 <u>Réf. laboratoire:</u> 21FP005788-002 <u>Description:</u> Calicot mur <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Cloisons sèches (assemblées, préfabriquées) <u>Partie à sonder:</u> Calicot mur</p>	<p>Rez-de-chaussée - Bureau Adjoint Commandant Brigade</p>	<p>Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)</p>	
ZPSO-003	<p><u>Identifiant:</u> ZPSO-003 <u>Réf. échantillon:</u> P003 <u>Réf. laboratoire:</u> 21FP005788-003 <u>Description:</u> Enduit plâtre <u>Composant de la construction:</u> 3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés <u>Partie à sonder:</u> Enduit plâtre</p>	<p>Rez-de-chaussée - Bureau 1</p>	<p>Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)</p>	

Identification de la zone	Identifiant + Description	Localisation	Conclusion (justification)	Photo
ZPSO-004	<u>Identifiant:</u> ZPSO-004 <u>Réf. échantillon:</u> P004 <u>Réf. laboratoire:</u> 21FP005788-004 <u>Description:</u> Joint Menuiserie Métallique <u>Composant de la construction:</u> 2 - Parois verticales extérieures et Façades - Menuiseries extérieures <u>Partie à sonder:</u> Joint Menuiserie Métallique	Rez-de-chaussée - Hall; Rez-de-chaussée - Renseignements	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	
ZPSO-005	<u>Identifiant:</u> ZPSO-005 <u>Réf. échantillon:</u> P005 <u>Réf. laboratoire:</u> 21FP005788-005 <u>Description:</u> Joint Menuiserie Aluminium <u>Composant de la construction:</u> 2 - Parois verticales extérieures et Façades - Menuiseries extérieures <u>Partie à sonder:</u> Joint Menuiserie Aluminium	Rez-de-chaussée - Coin repos; Rez-de-chaussée - Permanence; Rez-de-chaussée - Bureau 8; Rez-de-chaussée - Bureau 7; Rez-de-chaussée - Bureau 6; Rez-de-chaussée - Bureau 5; Rez-de-chaussée - Bureau Adjoint Commandant Brigade; Rez-de-chaussée - Bureau Commandant Brigade; Rez-de-chaussée - Bureau Archives; Rez-de-chaussée - Bureau 4; Rez-de-chaussée - Bureau 2	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	
ZPSO-006	<u>Identifiant:</u> ZPSO-006 <u>Réf. échantillon:</u> P006 <u>Réf. laboratoire:</u> 21FP005788-006 <u>Description:</u> Joint entre menuiserie/bâti <u>Composant de la construction:</u> 2 - Parois verticales extérieures et Façades - Menuiseries extérieures <u>Partie à sonder:</u> Joint entre menuiserie/bâti	Enveloppe - Façades	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	

5.2 Récapitulatif par PRELEVEMENT

Identifiant et prélèvement	Description	Localisation	Composant	Résultat	Photo
P001	<u>Identifiant:</u> ZPSO-001 <u>Description:</u> Placoplâtre mur	Rez-de-chaussée - Bureau Adjoint Commandant Brigade	3 - Parois verticales intérieures - Cloisons sèches (assemblées, préfabriquées)	Absence d'amiante	
P002	<u>Identifiant:</u> ZPSO-002 <u>Description:</u> Calicot mur	Rez-de-chaussée - Bureau Adjoint Commandant Brigade	3 - Parois verticales intérieures - Cloisons sèches (assemblées, préfabriquées)	Absence d'amiante	
P003	<u>Identifiant:</u> ZPSO-003 <u>Description:</u> Enduit plâtre	Rez-de-chaussée - Bureau 1	3 - Parois verticales intérieures - Murs et cloisons maçonnés	Absence d'amiante	
P004	<u>Identifiant:</u> ZPSO-004 <u>Description:</u> Joint Menuiserie Métallique	Rez-de-chaussée - Hall	2 - Parois verticales extérieures et Façades - Menuiseries extérieures	Absence d'amiante	

P005	<p><u>Identifiant:</u> ZPSO-005</p> <p><u>Description:</u> Joint Menuiserie Aluminium</p>	Rez-de-chaussée - Bureau 5	2 - Parois verticales extérieures et Façades - Menuiseries extérieures	Absence d'amiante	
P006	<p><u>Identifiant:</u> ZPSO-006</p> <p><u>Description:</u> Joint entre menuiserie/bâti</p>	Enveloppe - Façades	2 - Parois verticales extérieures et Façades - Menuiseries extérieures	Absence d'amiante	

6. SIGNATURES

Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par I.Cert - Centre Alphasys - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GREGOIRE (détail sur www.cofrac.fr programme n°4-4-11)

Fait le 19/05/2021

Par : DELGADO Eric



Cachet de l'entreprise

SAS CITAE
Immeuble Central Gare
1 Place Charles de Gaulle
78180 MONTIGNY-LE-BRETONNEUX
Tél : 01 39 44 28 97
SIRET 418 935 862 00015

7. ANNEXES - Au rapport de mission de repérage n° DIA13-2021-30-115752 (Rénovation énergétique)

Informations conformes à l'annexe de l'arrêté du 16 juillet 2019

Si le donneur d'ordre n'est pas le propriétaire de l'immeuble bâti concerné par la mission de repérage, il adresse à ce dernier une copie du rapport établi par l'opérateur de repérage.

En cas de mission de repérage portant sur une partie privative d'un immeuble collectif à usage d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier amiante - parties privatives » (DAPP) prévu au I de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DAPP, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-4 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur les parties communes d'un immeuble collectif à usage d'habitation ou sur un immeuble non utilisé à fin d'habitation, son propriétaire met à jour le contenu du « dossier technique amiante » (DTA) prévu au I de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique ainsi que de sa fiche récapitulative, en y intégrant les données issues du rapport ou du pré-rapport de repérage amiante avant travaux. Il tient à disposition et communique ce DTA, ainsi complété, selon les modalités prévues au II de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

En cas de mission de repérage portant sur tout ou partie d'un immeuble d'habitation ne comprenant qu'un seul logement, son propriétaire conserve le rapport ou le pré-rapport restituant les conditions de réalisation et les conclusions de cette recherche d'amiante avant travaux. Il communique ce rapport ou ce pré-rapport, sur leur demande, à toute personne physique ou morale appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble bâti ainsi qu'aux agents de contrôle de l'inspection du travail mentionnés à l'article L. 8211-1 du code du travail, aux agents du service de prévention des organismes de sécurité sociale et, en cas d'opération relevant du champ de l'article R. 4534-1 du code du travail, de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics.

7.1 Annexe - Croquis de repérage

Planche (croquis) de repérage technique effectué par le cabinet : SAS CITAE, auteur : DELGADO Eric

Dossier n° DIA13-2021-30-115752 (Rénovation énergétique) du 19/05/2021

Adresse du bien : Bloc Technique de l'Aéroport Marseille Provence – 13700 MARIGNANE

LEGENDE

Prélèvement Positif

P ...

Prélèvement Négatif

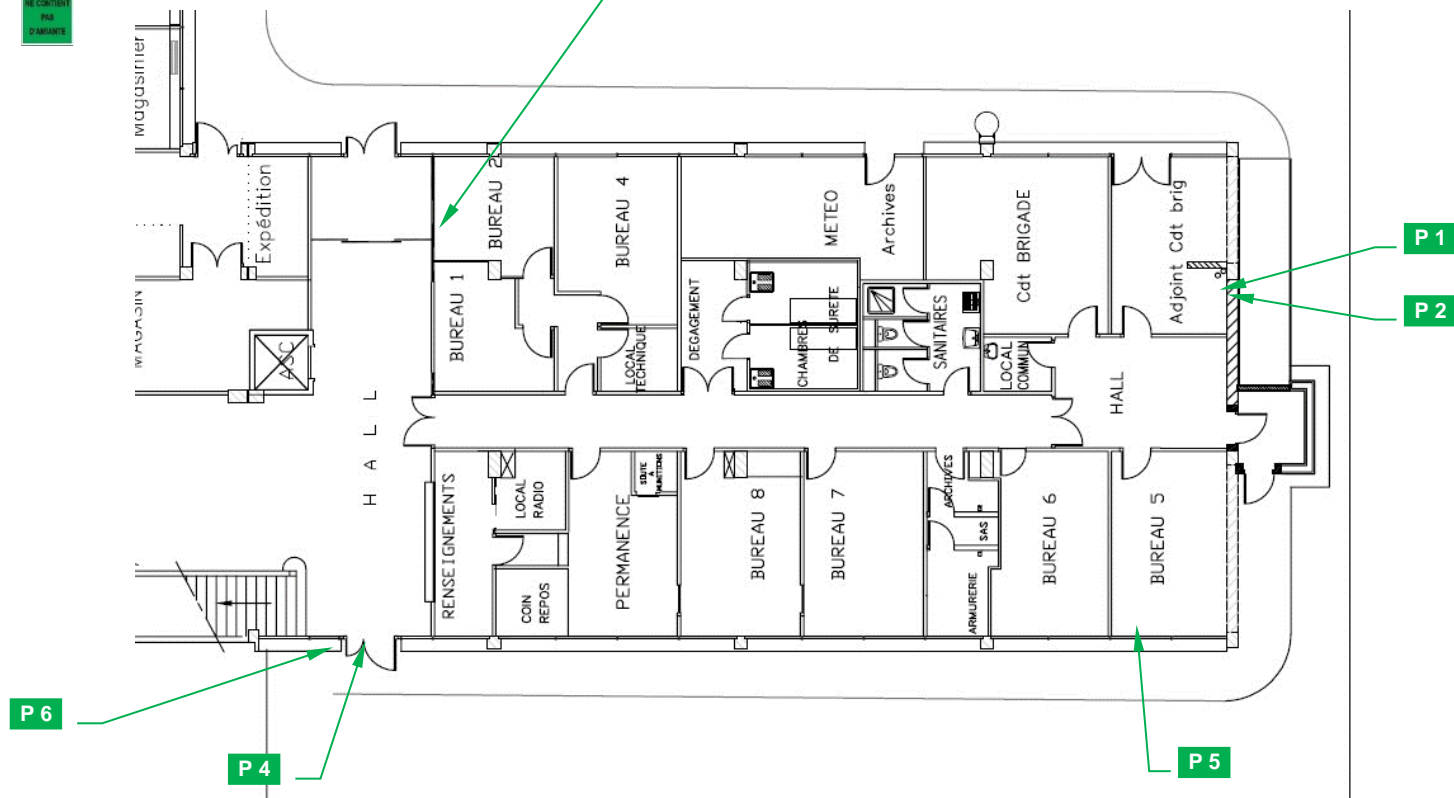
P ...

Matériau contenant de l'amiante

Représentation graphique

Divers

Représentation graphique



Plan : Rez-de-chaussée

VUE en PLAN

Planche : 1 sur 1

7.2 Annexe - Rapports d'essais

Copie des rapports d'essais :



RAPPORT SYNTHETIQUE D'ANALYSE

RECHERCHE ET IDENTIFICATION DE FIBRES D'AMIANTE DANS LES MATERIAUX

Client : CITAE - DIA13 Eric DELGADO 1330, rue Jean René Guillebert Gauthier de la Lauzière - 13290 AIX-EN-PROVENCE		Référence FlashLab : 21FP005788 Référence client : DIA13-2021-30-115752 (Rénovation énergétique) Adresse du site : Bloc Technique de l'Aéroport Marseille Provence 13700 MARGIANE France					Date de réception : 05/05/2021 Edition du rapport : 10/05/2021 à 20:17	
Phase analysée	Description microscopique MOLP	Préparation		Analyse			Résultat	
		Nb	Traitement	Nb	Méthode	Analyste		
Référence échantillon FlashLab : 21FP005788-001 Référence échantillon client : P001 - Placoplatre mur Localisation : Rez-de-chaussee - Bureau Adjoint Commandant Brigade Observation(s) : La totalité du matériau souple a été utilisée.								
# Enduit, Analyse globale, Matériau souple, Transparent, Colle, Papier	N/A	#1	# Acide chlorhydrique	#2	# META	aavinc	# Aucune fibre d'amiante n'a été détectée **	
# Matériau souple, Transparent, Colle, Enduit, Analyse globale, Papier	N/A	#1	# Tetrahydrofurane	#2	# META	aavinc	# Aucune fibre d'amiante n'a été détectée **	
# Papier	# Matériau granuleux, Fibres de papier	#2	N/A	#2	# MOLP	fbahbul	# Aucune fibre d'amiante n'a été détectée **	
Référence échantillon FlashLab : 21FP005788-002 Référence échantillon client : P002 - Calicot mur Localisation : Rez-de-chaussee - Bureau Adjoint Commandant Brigade Observation(s) : La totalité de l'échantillon a été utilisée.								
# Enduit, Analyse globale, Papier, Indissociables	N/A	#1	# Acide chlorhydrique	#2	# META	aavinc	# Aucune fibre d'amiante n'a été détectée **	
# Papier	# Matériau granuleux, Fibres de papier	#2	N/A	#2	# MOLP	fbahbul	# Aucune fibre d'amiante n'a été détectée **	

La limite de détection du laboratoire est de 0,1% en masse d'amiante.
La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Le laboratoire ne saurait être responsable de l'échantillonnage et du prélèvement des échantillons, qui incombent entièrement au demandeur.
Seules les prestations identifiées par le symbole # dans ce document sont effectuées sous le couvert de l'accréditation, selon l'arrêté du 1er octobre 2019 modifié par l'arrêté du 26 décembre 2019.
** Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir une longueur supérieure à 0,2 micromètre (µm).

RPR-FOR-1-11

1/3



Client : CITAE - DIA13 Eric DELGADO 1330, rue Jean René Guillebert Gauthier de la Lauzière - 13290 AIX-EN-PROVENCE		Référence FlashLab : 21FP005788 Référence client : DIA13-2021-30-115752 (Rénovation énergétique) Adresse du site : Bloc Technique de l'Aéroport Marseille Provence 13700 MARIIGNANE France				Date de réception : 05/05/2021 Edition du rapport : 10/05/2021 à 20:17	
--	--	---	--	--	--	---	--

Phase analysée	Description microscopique MOLP	Préparation		Analyse			Résultat
		Nb	Traitement	Nb	Méthode	Analyste	
Référence échantillon FlashLab : 21FP005788-003 Référence échantillon client : P003 - Enduit plat Localisation : Rez-de-chaussée - Bureau 1 Observation(s) : La totalité de l'échantillon a été utilisée.							
# Plâtre, Matériau dur, Indissociables	N/A	#1	# Acide chlorhydrique	#2	# META	aavinc	# Aucune fibre d'amiante n'a été détectée **
Référence échantillon FlashLab : 21FP005788-004 Référence échantillon client : P004 - Joint Menuiserie Métallique Localisation : Rez-de-chaussée - Hall Observation(s) : La totalité de l'échantillon a été utilisée.							
# Mastic, Peinture, Indissociables	N/A	#1	# Tétrahydrofurane	#2	# META	aavinc	# Aucune fibre d'amiante n'a été détectée **
Référence échantillon FlashLab : 21FP005788-005 Référence échantillon client : P005 - Joint Menuiserie Aluminium Localisation : Rez-de-chaussée - Bureau 5							
# Joint, Noir(e)	N/A	#1	# Tétrahydrofurane	#2	# META	aavinc	# Aucune fibre d'amiante n'a été détectée **
Référence échantillon FlashLab : 21FP005788-006 Référence échantillon client : P006 - Joint entre menuiserie/baie Localisation : Enveloppe - Facades							
# Matériau bitumineux, Joint, Dur, Analyse globale, Indissociables	N/A	#1	# Chloroforme	#2	# META	aavinc	# Aucune fibre d'amiante n'a été détectée **

La limite de détection du laboratoire est de 0,1% en masse d'amiante.
La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Le laboratoire ne saurait être responsable de l'échantillonnage et du prélèvement des échantillons, qui incombent entièrement au demandeur.
Seules les prestations identifiées par le symbole # dans ce document sont effectuées sous le couvert de l'accréditation, selon l'arrêté du 1er octobre 2019 modifié par l'arrêté du 26 décembre 2019.
** Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir une longueur supérieure à 0,2 micromètre (µm).

RPR-FOR-1-11

2/3



Client : CITAE - DIA13 Eric DELGADO 1330, rue Jean René Guillaud de la Lauzière - 13250 AIX-EN-PROVENCE	Référence FlashLab : 21FP005788 Référence client : DIA13-2021-30-115752 (Rénovation énergétique) Adresse du site : Bloc Technique de l'Aéroport Marseille Provence 13700 MARGNANE France	Date de réception : 05/05/2021 Edition du rapport : 10/05/2021 à 20:17
---	---	---

Méthodes de préparation et d'analyse pour la recherche de fibres d'amiante dans les matériaux et produits :

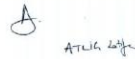
Préparation MCLP (Microscopie Optique à Lumière Polarisée) selon la méthode interne R-RAN-MOP-1-4 et analyse MCLP selon le guide HSG 248 - Appendice 2.

Préparation META (Microscopie Electronique à Transmission Analytique) selon les méthodes internes R-RPP-MOP-1-4 et R-RPP-MOP-1-5, et analyse META selon la norme NF X43-050.

** MCLP: L'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante optiquement observables* inférieure à la limite de détection.

** META: L'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection.

Validé par : ATLIG Latife
Chef d'équipe



La limite de détection du laboratoire est de 0,1% en masse d'amiante.
La reproduction de ce document n'est autorisée que sous sa forme intégrale. Le présent rapport ne concerne que les objets soumis à l'essai. Le laboratoire ne saurait être responsable de l'échantillonnage et du prélèvement des échantillons, qui incombent entièrement au demandeur.
Seules les prestations identifiées par le symbole # dans ce document sont effectuées sous le couvert de l'accréditation, selon l'arrêté du 1er octobre 2019 modifié par l'arrêté du 26 décembre 2019.
* Pour être optiquement observable, une fibre doit avoir une largeur supérieure à 0,2 micromètre (µm).

R-PRR-FOR-1-11

3/3

7.3 Annexe - Autres documents



Référence : 002TD000783

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant travaux

Examen réalisé conformément à l'application du décret n°2011-629 du 3 juin 2011 modifiant le Code du travail relatif à la protection contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis, à l'arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage, à la norme NF 45-020 et ses annexes.

Adresse du bien

Adresse :	Aéroport Marseille Provence
CP - Ville :	13727 MARGNANE
Référence client :	Aéroport Marseille-Provence_Bât. Poullon Aile Piste
Date du repérage :	05/03/2018
Désignation :	Bât. Poullon Aile Piste - SS à R+4/Toitures



Présence d'amiante

Oui

Présence de pièce(s) non visitée(s)

Oui

Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité et doit être transmis à toute personne physique ou morale appelée à concevoir ou réaliser les travaux.

AC Environnement, 64 rue Clément Ader CS 70064 42153 Riorges, SIRET : 441355914 TVA Intracommunautaire : FR03441355914
APE : 7120 Assurée par : QBE Insurance 031 0004725 (validité début:01/01/2018 - fin:31/12/2018) Tel : 0800400100 Fax : 0825800954


Amiante
Travaux

- 1 / 347 -

Compte tenu du nombre important de page de ce rapport, seule la page de garde a été insérée dans le présent rapport.

euromaf

Assurance des Ingénieurs et Architectes européens

 189 boulevard Maiesherbes 75856 Paris Cedex 17
 SIRET 429 599 509 00024
 Tél : 33 (0)1 53 70 30 00 | euromaf@euromaf.fr
 www.euromaf.fr

 Entreprise régie par le code des assurances - Société anonyme au
 capital de 21 250 000 € - R.C.S. Paris B 429 599 509

8E8F8B43

B92BD1AC8E

ATTESTATION D'ASSURANCE

2021

La société d'assurance soussignée atteste avoir délivré à :

 N° d'identification : 7382690/N/110
 Une police N° : 7005530/S

 couvrant ses responsabilités professionnelles spécifiques pour la
 période du 01/01/2021 au 31/12/2021

N° d'édition d'attestation : 20212002552

La garantie du contrat s'applique aux opérations réalisées en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer et dont le coût prévisionnel des travaux hors honoraires n'excède pas 30 000 000,00 € hors taxes sous réserve qu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale bénéficiant à l'adhérent soit souscrit pour les opérations dont le coût prévisionnel des travaux est égal ou supérieur à 20 000 000,00 € hors taxes.

Accédez aux éléments de vérification de délivrance de cette attestation en flashant ce code avec votre smartphone (vérifiez dans votre navigateur que vous êtes bien sur la page sécurisée <https://attestation.maf.fr>) ou en vous rendant sur <https://attestation.maf.fr> muni de cette clé de sécurité : aBdDe777

La vérification de la concordance des données s'effectue sous votre seul contrôle.



Cette police actuellement en vigueur satisfait à l'obligation d'assurance édictée par la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction. Elle est conforme aux clauses-types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du code des assurances. La présente attestation ne peut engager la société d'assurance au-delà des conditions et limites du contrat auquel elle se réfère.

Activités assurées :

SPS	Missions de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers dans le cadre des articles L 4532-2 et suivants du Code du travail
A.1	Maîtrise d'œuvre générale, totale ou partielle (études générales et/ou direction des travaux de bâtiment)
A1 HQE	Missions de maîtrise d'œuvre dans le domaine de la Haute Qualité Environnementale (HQE) intégrée à une équipe pluridisciplinaire
D	Missions d'ordonnancement, pilotage et coordination des travaux à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'œuvre générale, totale ou partielle
A.M.O	Missions d'assistance et/ou de conseil auprès de maîtres d'ouvrage à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'œuvre
A.M.O.1	Missions d'assistance et/ou de conseil auprès de maîtres d'ouvrage dans la (les) spécialité(s), assurée(s) à l'exclusion de toute mission d'étude technique et/ou de maîtrise d'œuvre
AMO HQE	Missions d'assistance et/ou de conseil auprès des maîtres d'ouvrage dans le domaine de la haute qualité environnementale (HQE) à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'œuvre
DD2	Intégré à une équipe pluridisciplinaire, assistance technique dans le domaine du développement durable (assistance pour la prise de décision, vérification de l'intégration des objectifs du développement durable dans le programme et contrôle du respect de ces objectifs)
AMO HAN	Missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de la rédaction de l'attestation d'accessibilité, selon les dispositions de l'article L 111-7-4 du Code de la Construction et de l'Habitation, en complément ou indépendamment d'une mission de contrôle technique
A.INT.1	Missions d'architecture intérieure, c'est-à-dire d'aménagement et d'équipement des espaces intérieurs des constructions y compris les vitrines commerciales, sans intervention sur la structure, le clos, le couvert et les aménagements extérieurs des bâtiments
A.INT.3	Missions d'architecture intérieure, c'est-à-dire d'aménagement et d'équipement des espaces intérieurs des constructions et relatives à des ouvrages pouvant comporter des travaux portant sur la structure, le clos, le couvert ou les aménagements extérieurs des bâtiments dont le montant excède 25 % des travaux réalisés au titre de ces ouvrages
A.INT.4	Missions d'architecture intérieure, c'est-à-dire d'aménagement et d'équipement des espaces intérieurs des constructions et relatives à des ouvrages pouvant comporter des travaux portant sur la structure, le clos, le couvert ou les aménagements extérieurs des bâtiments dont le montant n'excède pas 25 % des travaux réalisés au titre des ouvrages
DESIGN	Missions d'études et conception d'objets mobiliers non destinés à être reproduits (conception de modèle), à l'exclusion de toute mission liée à l'exécution ou à la fabrication
B.3 D.D	Missions de B.E.T. ou d'ingénieur-conseil relatives aux ouvrages relevant du génie climatique et énergétique (y compris les calculs thermiques réglementaires) à partir de sources d'énergie conventionnelles et/ou renouvelables ayant fait l'objet d'un avis technique ou équivalent, à l'exclusion des procédés photovoltaïques intégrés au bâtiment, des prestations de fourniture, de vente et d'installation
B.5 1a	Missions de diagnostic thermique, d'audit énergétique sans étude de conception d'ouvrages ou d'installations pouvant servir de base à la réalisation des travaux, d'infiltrométrie, de thermographie infrarouge
B.5.1b	Missions de diagnostic de performance énergétique confiées par tout vendeur ou bailleur d'un bien immobilier en application des articles L 134-1 à L 134-5 et R 134-1 à R 134-5 du code de la construction et de l'habitation
B.5.4	Missions de diagnostic d'installations électriques, sans étude de conception d'ouvrages ou d'installations destinée à servir de base à la réalisation des travaux
B.6.1	Missions de B.E.T. ou d'ingénieur-conseil pour les réseaux de détection et lutte contre l'incendie et l'intrusion, y compris coordination des systèmes de sécurité incendie (cssi), gestion technique centralisée (gtc) des bâtiments
B.5.3	Missions d'audit acoustique, sans étude de conception d'ouvrages ou d'installations destinée à servir de base à la réalisation de travaux
B.7	Missions de B.E.T. ou d'ingénieur-conseil pour les ouvrages relevant de l'acoustique, ou pour la définition des équipements d'isolation acoustique des ouvrages et/ou l'étude des transmissions acoustiques
B.5.5	Missions de recherche de matériaux et produits de la construction contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis, confiées en application des articles L 1334-13 et R 1334-14 à R 1334-29 du code de la santé publique
B.5.7	Missions de métrage de superficie des lots de copropriété des immeubles bâtis, régies par la loi n° 96-1107 du 18 décembre 1996 améliorant la protection des acquéreurs de lots de copropriété et par son décret d'application du 23 mai 1997 ainsi que les métrages portant sur la superficie

99813002A8

E1DFA8F347

euromaf

Assurance des Ingénieurs et Architectes européens

189 boulevard Malesherbes 75856 Paris Cedex 17

SIRET 429 599 509 00024

Tél : 33 (0)1 53 70 30 00 | euromaf@euromaf.fr

www.euromaf.fr

Entreprise régie par le code des assurances - Société anonyme au capital de 21 250 000 € - R.C.S. Paris B 429 599 509

8E8F86B3

B92BD1AC8E

ATTESTATION D'ASSURANCE**2021**

	habitable d'un bien donné en location en application de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009
B.5.8	Missions d'état des lieux, diagnostic de bâtiments à l'exclusion de la maîtrise d'œuvre générale
B.5.9	Missions de diagnostic saturnisme, de contrôle après travaux ou d'établissement de constat de risque d'exposition au plomb à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'œuvre générale, totale ou partielle, en application des articles L 1334-1 à L 1334-12 et R 1334-1 à R 1334-13 du code de la santé publique
B.5.10	Missions d'établissement d'un état du bâtiment relatif à la présence de termites ou d'attestations de réalisation des travaux préventifs ou d'éradication (articles L 133-1, L 133-6 et R 133-1 du code de la construction et de l'habitation)
B.5.11	Missions de diagnostic visant à évaluer les risques de présence de légionelles dans les réseaux d'eau
B.5.14	Missions d'établissement d'un état des installations intérieures de gaz réalisées lors des ventes de tout ou partie de biens immobiliers à usage d'habitation en application des articles L 134-6 et R 134-6 à R 134-9 du code de la construction et de l'habitation
B.5.16	Missions de diagnostic d'accessibilité aux personnes handicapées dans le cadre des dispositions de la loi handicap du 11/02/2005 (décret du 22/03/2007)
B.5.17	Missions de diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments en application des articles R.111-43 à R.111-47 du Code de la construction et de l'habitation
FORM	Animation de sessions de formation professionnelle
BIM Mngr	Mission de BIM Manager, à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'œuvre, réalisée dans le cadre d'une opération de construction pour laquelle une équipe de maîtrise d'œuvre intervient
AMO BIM	Mission d'AMO BIM à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'œuvre
Fin de liste	

Fait à Paris, le 01 janvier 2021


 EUROMAF SA

998130D2A8

E1DFA8F347

euromaf

Assurance des Ingénieurs et Architectes européens

 189 boulevard Maiesherbes 75856 Paris Cedex 17
 SIRET 429 599 509 00024
 Tél : 33 (0)1 53 70 30 00 | euromaf@euromaf.fr
 www.euromaf.fr

 Entreprise régie par le code des assurances - Société anonyme au
 capital de 21 250 000 € - R.C.S. Paris B 429 599 509

8E8F8684

B92B01AC9E

ATTESTATION D'ASSURANCE
2021

 N° d'identification : 7382690/N/110
 N° d'édition d'attestation : 20212002552

 SAS CITAE
 Bureau Etudes Techniques

 Accédez aux éléments de vérification de délivrance de cette
 attestation en flashant ce code avec votre smartphone (vérifiez
 dans votre navigateur que vous êtes bien sur la page sécurisée
<https://attestation.maf.fr>) ou en vous rendant sur
<https://attestation.maf.fr> muni de cette clé de sécurité : a8d0e777
 La vérification de la concordance des données s'effectue sous
 votre seul contrôle.

 IMMEUBLE CENTRAL GARE
 1 PLACE CHARLES DE GAULLE
 78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX
 France

Paris, le 01 janvier 2021

ATTESTATION D'ASSURANCE DECENNALE OBLIGATOIRE

EUROMAF SA atteste que SAS CITAE / SIREN 418935862 – IMMEUBLE CENTRAL GARE 1 PLACE CHARLES DE GAULLE 78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX France est titulaire d'un contrat d'assurance de responsabilité de nature décennale n° 7005530/S pour la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Cette police satisfait aux obligations d'assurance édictées par la loi n°78 - 12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

1 | PÉRIMÈTRE DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE OBLIGATOIRE ET DE LA GARANTIE DE RESPONSABILITÉ DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DÉCENNALE

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- aux activités professionnelles ou missions suivantes :
 - A.1 Maîtrise d'œuvre générale, totale ou partielle (études générales et/ou direction des travaux de bâtiment)
 - A1 HQE Missions de maîtrise d'œuvre dans le domaine de la Haute Qualité Environnementale (HQE) intégrée à une équipe pluridisciplinaire
 - D Missions d'ordonnancement, pilotage et coordination des travaux à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'œuvre générale, totale ou partielle
 - DD2 Intégré à une équipe pluridisciplinaire, assistance technique dans le domaine du développement durable (assistance pour la prise de décision, vérification de l'intégration des objectifs du développement durable dans le programme et contrôle du respect de ces objectifs)
 - A.INT.1 Missions d'architecture intérieure, c'est-à-dire d'aménagement et d'équipement des espaces intérieurs des constructions y compris les vitrines commerciales, sans intervention sur la structure, le clos, le couvert et les aménagements extérieurs des bâtiments
 - A.INT.3 Missions d'architecture intérieure, c'est-à-dire d'aménagement et d'équipement des espaces intérieurs des constructions et relatives à des ouvrages pouvant comporter des travaux portant sur la structure, le clos, le couvert ou les aménagements extérieurs des bâtiments dont le montant excède 25 % des travaux réalisés au titre de ces ouvrages
 - A.INT.4 Missions d'architecture intérieure, c'est-à-dire d'aménagement et d'équipement des espaces intérieurs des constructions et relatives à des ouvrages pouvant comporter des travaux portant sur la structure, le clos, le couvert ou les aménagements extérieurs des bâtiments dont le montant n'excède pas 25 % des travaux réalisés au titre des ouvrages
 - B.3 D.D Missions de B.E.T. ou d'ingénieur-conseil relatives aux ouvrages relevant du génie climatique et énergétique (y compris les calculs thermiques réglementaires) à partir de sources d'énergie conventionnelles et/ou renouvelables ayant fait l'objet d'un avis technique ou équivalent, à l'exclusion des procédés photovoltaïques intégrés au bâtiment, des prestations de fourniture, de vente et d'installation
 - B.6.1 Missions de B.E.T. ou d'ingénieur-conseil pour les réseaux de détection et lutte contre l'incendie et l'intrusion, y compris coordination des systèmes de sécurité incendie (cssi), gestion technique centralisée (gtc) des bâtiments
 - B.7 Missions de B.E.T. ou d'ingénieur-conseil pour les ouvrages relevant de l'acoustique, ou pour la définition des équipements d'isolation acoustique des ouvrages et/ou l'étude des transmissions acoustiques

99813002A8

E1DFA8F347



Assurance des Ingénieurs et Architectes européens

189 boulevard Maiesherbes 75856 Paris Cedex 17
SIRET 429 599 509 00024
Tél : 33 (0)1 53 70 30 00 | euromaf@euromaf.fr
www.euromaf.fr

Entreprise régie par le code des assurances - Société anonyme au capital de 21 250 000 € - R.C.S. Paris B 429 599 509

8E8F86H3

B92BD1AC8E

ATTESTATION D'ASSURANCE**2021**

BIM Mngr Mission de BIM Manager, à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'œuvre, réalisée dans le cadre d'une opération de construction pour laquelle une équipe de maîtrise d'œuvre intervient

- aux travaux ayant fait l'objet d'une ouverture de chantier pendant la période de validité mentionnée ci-dessus. L'ouverture de chantier est définie à l'annexe I de l'article A. 243-1 du code des assurances,
- aux travaux réalisés en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer,
- aux chantiers dont le coût total de construction HT tous corps d'état, hors honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage n'est pas supérieur à la somme de 20 000 000,00 €
Cette somme est portée à 30 000 000,00 € en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de 3 000 000 €.
- aux travaux, produits et procédés de construction suivants : Sans objet

Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.

Au-delà de 30 000 000,00 € hors taxes ou de 20 000 000,00 € hors taxes en l'absence de Contrat Collectif de Responsabilité Décennale bénéficiant à l'adhérent, la garantie peut être étendue par accord exprès entre l'adhérent et l'assureur, après détermination des conditions de la garantie et du tarif.

2 | ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE OBLIGATOIRE

Nature de la garantie	Montant de la garantie
<p>Le contrat garantit la responsabilité décennale de l'assuré instaurée par les articles 1792 et suivants du code civil, dans le cadre et les limites prévus par les dispositions des articles L. 241-1 et L. 241-2 du code des assurances relatives à l'obligation d'assurance décennale, et pour des travaux de construction d'ouvrages qui y sont soumis, au regard de l'article L. 243 - 1 - 1 du même code.</p> <p>La garantie couvre les travaux de réparation, notamment en cas de remplacement des ouvrages, qui comprennent également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou de démontage éventuellement nécessaires.</p>	<p>En Habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage.</p>
	<p>Hors habitation : Le montant de la garantie couvre le coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage dans la limite du coût total de construction déclaré par le maître d'ouvrage et sans pouvoir être supérieur au montant prévu au I de l'article R. 243-3 du code des assurances.</p>
	<p>En présence d'un CCRD : Lorsqu'un Contrat Collectif de Responsabilité Décennale (CCRD) est souscrit au bénéfice de l'assuré, le montant de la garantie est égal au montant de la franchise absolue stipulée par ledit contrat collectif.</p>
Durée et maintien de la garantie	
<p>La garantie couvre, pour la durée de la responsabilité décennale pesant sur l'assuré en vertu des articles 1792 et suivants du code civil. Elle est maintenue dans tous les cas pour la même durée.</p>	

Pour toute opération d'un coût total de travaux et honoraires supérieur à 15 millions d'euros HT, la souscription d'un Contrat Collectif est vivement recommandée.

998130D2A8

E1DFA8F347

euromaf

Assurance des Ingénieurs et Architectes européens

189 boulevard Malesherbes 75856 Paris Cedex 17

SIRET 429 599 509 00024

Tél : 33 (0)1 53 70 30 00 | euromaf@euromaf.fr

www.euromaf.fr

Entreprise régie par le code des assurances - Société anonyme au capital de 21 250 000 € - R.C.S. Paris B 429 599 509

8E89F86H3

8928D1A08E

ATTESTATION D'ASSURANCE**2021****3 | GARANTIE DE RESPONSABILITÉ DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DÉCENNALE**

Nature de la garantie	Montant de la garantie
Cette garantie couvre le paiement des travaux de réparation des dommages tels que définis aux articles 1792 et 1792-2 du Code civil et apparus après réception, lorsque la responsabilité de l'assuré est engagée du fait des travaux de construction d'ouvrages soumis à l'obligation d'assurance, qu'il a réalisés en qualité de sous-traitant.	3 000 000 € par sinistre
Durée et maintien de la garantie	
Cette garantie est accordée, conformément à l'article 1792-4-2 du code civil, pour une durée de dix ans à compter de la réception.	

La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris, le 01 janvier 2021


EUROMAF SA

99813002A8

E10FA8F347

euromaf

Assurance des Ingénieurs et Architectes européens

189 boulevard Malesherbes 75856 Paris Cedex 17

SIRET 429 599 509 00024

Tél : 33 (0)1 53 70 30 00 | euromaf@euromaf.fr

www.euromaf.fr

Entreprise régie par le code des assurances - Société anonyme au capital de 21 250 000 € - R.C.S. Paris B 429 599 509

8E8F8684

B928D1AC8E

ATTESTATION D'ASSURANCE**2021**

N° d'identification : 7382690/N/110

N° d'édition d'attestation : 20212002552

SAS CITAE
Bureau Etudes Techniques**IMMEUBLE CENTRAL GARE**
1 PLACE CHARLES DE GAULLE
78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX
France

Accédez aux éléments de vérification de délivrance de cette attestation en flashant ce code avec votre smartphone (vérifiez dans votre navigateur que vous êtes bien sur la page sécurisée <https://attestation.maf.fr>) ou en vous rendant sur <https://attestation.maf.fr> muni de cette clé de sécurité : a8d0e777

La vérification de la concordance des données s'effectue sous votre seul contrôle.



Paris, le 01 janvier 2021

ATTESTATION D'ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ CIVILE PROFESSIONNELLE AUTRE QUE DÉCENNALE

EUROMAF SA atteste que **SAS CITAE / SIREN 418935862 – IMMEUBLE CENTRAL GARE 1 PLACE CHARLES DE GAULLE 78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX France** est titulaire d'un contrat d'assurance des responsabilités professionnelles des ingénieurs et autres concepteurs de la construction n° 7005530/S garantissant les conséquences pécuniaires des responsabilités spécifiques de sa profession pour la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

Ce contrat garantit la responsabilité civile professionnelle générale de l'assuré.

La garantie objet de la présente attestation s'applique :

- aux activités professionnelles suivantes :

- | | |
|---------|--|
| SPS | Missions de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sur les chantiers dans le cadre des articles L 4532-2 et suivants du Code du travail |
| A.1 | Maîtrise d'œuvre générale, totale ou partielle (études générales et/ou direction des travaux de bâtiment) |
| A1 HQE | Missions de maîtrise d'œuvre dans le domaine de la Haute Qualité Environnementale (HQE) intégrée à une équipe pluridisciplinaire |
| D | Missions d'ordonnancement, pilotage et coordination des travaux à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'œuvre générale, totale ou partielle |
| A.M.O | Missions d'assistance et/ou de conseil auprès de maîtres d'ouvrage à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'œuvre |
| A.M.O.1 | Missions d'assistance et/ou de conseil auprès de maîtres d'ouvrage dans la (les) spécialité(s), assurée(s) à l'exclusion de toute mission d'étude technique et/ou de maîtrise d'œuvre |
| AMO HQE | Missions d'assistance et/ou de conseil auprès des maîtres d'ouvrage dans le domaine de la haute qualité environnementale (HQE) à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'œuvre |
| DD2 | Intégré à une équipe pluridisciplinaire, assistance technique dans le domaine du développement durable (assistance pour la prise de décision, vérification de l'intégration des objectifs du développement durable dans le programme et contrôle du respect de ces objectifs) |
| AMO HAN | Missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de la rédaction de l'attestation d'accessibilité, selon les dispositions de l'article L 111-7-4 du Code de la Construction et de l'Habitation, en complément ou indépendamment d'une mission de contrôle technique |
| A.INT.1 | Missions d'architecture intérieure, c'est-à-dire d'aménagement et d'équipement des espaces intérieurs des constructions y compris les vitrines commerciales, sans intervention sur la structure, le clos, le couvert et les aménagements extérieurs des bâtiments |
| A.INT.3 | Missions d'architecture intérieure, c'est-à-dire d'aménagement et d'équipement des espaces intérieurs des constructions et relatives à des ouvrages pouvant comporter des travaux portant sur la structure, le clos, le couvert ou les aménagements extérieurs des bâtiments dont le montant excède 25 % des travaux réalisés au titre de ces ouvrages |
| A.INT.4 | Missions d'architecture intérieure, c'est-à-dire d'aménagement et d'équipement des espaces intérieurs des constructions et relatives à des ouvrages pouvant comporter des travaux portant sur la structure, le clos, le |

998130D2A8

E1DFA8F347

euromaf

Assurance des Ingénieurs et Architectes européens

189 boulevard Malesherbes 75856 Paris Cedex 17

SIRET 429 599 509 00024

Tél : 33 (0)1 53 70 30 00 | euromaf@euromaf.fr

www.euromaf.fr

Entreprise régie par le code des assurances - Société anonyme au capital de 21 250 000 € - R.C.S. Paris B 429 599 509

E080F80H3

B92BD1AC9E

ATTESTATION D'ASSURANCE

2021

	couvert ou les aménagements extérieurs des bâtiments dont le montant n'excède pas 25 % des travaux réalisés au titre des ouvrages
DESIGN	Missions d'études et conception d'objets mobiliers non destinés à être reproduits (conception de modèle), à l'exclusion de toute mission liée à l'exécution ou à la fabrication
B.3 D.D	Missions de B.E.T. ou d'ingénieur-conseil relatives aux ouvrages relevant du génie climatique et énergétique (y compris les calculs thermiques réglementaires) à partir de sources d'énergie conventionnelles et/ou renouvelables ayant fait l'objet d'un avis technique ou équivalent, à l'exclusion des procédés photovoltaïques intégrés au bâtiment, des prestations de fourniture, de vente et d'installation
B.5 1a	Missions de diagnostic thermique, d'audit énergétique sans étude de conception d'ouvrages ou d'installations pouvant servir de base à la réalisation des travaux, d'infiltrométrie, de thermographie infrarouge
B.5.1b	Missions de diagnostic de performance énergétique confiées par tout vendeur ou bailleur d'un bien immobilier en application des articles L 134-1 à L 134-5 et R 134-1 à R 134-5 du code de la construction et de l'habitation
B.5.4	Missions de diagnostic d'installations électriques, sans étude de conception d'ouvrages ou d'installations destinée à servir de base à la réalisation des travaux
B.6.1	Missions de B.E.T. ou d'ingénieur-conseil pour les réseaux de détection et lutte contre l'incendie et l'intrusion, y compris coordination des systèmes de sécurité incendie (cssi), gestion technique centralisée (gtc) des bâtiments
B.5.3	Missions d'audit acoustique, sans étude de conception d'ouvrages ou d'installations destinée à servir de base à la réalisation de travaux
B.7	Missions de B.E.T. ou d'ingénieur-conseil pour les ouvrages relevant de l'acoustique, ou pour la définition des équipements d'isolation acoustique des ouvrages et/ou l'étude des transmissions acoustiques
B.5.5	Missions de recherche de matériaux et produits de la construction contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis, confiées en application des articles L 1334-13 et R 1334-14 à R 1334-29 du code de la santé publique
B.5.7	Missions de métrage de superficie des lots de copropriété des immeubles bâtis, régies par la loi n° 96-1107 du 18 décembre 1996 améliorant la protection des acquéreurs de lots de copropriété et par son décret d'application du 23 mai 1997 ainsi que les métrages portant sur la superficie habitable d'un bien donné en location en application de la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009
B.5.8	Missions d'état des lieux, diagnostic de bâtiments à l'exclusion de la maîtrise d'œuvre générale
B.5.9	Missions de diagnostic saturnisme, de contrôle après travaux ou d'établissement de constat de risque d'exposition au plomb à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'œuvre générale, totale ou partielle, en application des articles L 1334-1 à L 1334-12 et R 1334-1 à R 1334-13 du code de la santé publique
B.5.10	Missions d'établissement d'un état du bâtiment relatif à la présence de termites ou d'attestations de réalisation des travaux préventifs ou d'éradication (articles L 133-1, L 133-6 et R 133-1 du code de la construction et de l'habitation)
B.5.11	Missions de diagnostic visant à évaluer les risques de présence de légionelles dans les réseaux d'eau
B.5.14	Missions d'établissement d'un état des installations intérieures de gaz réalisées lors des ventes de tout ou partie de biens immobiliers à usage d'habitation en application des articles L 134-6 et R 134-6 à R 134-9 du code de la construction et de l'habitation
B.5.16	Missions de diagnostic d'accessibilité aux personnes handicapées dans le cadre des dispositions de la loi handicap du 11/02/2005 (décret du 22/03/2007)
B.5.17	Missions de diagnostic portant sur la gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments en application des articles R.111-43 à R.111-47 du Code de la construction et de l'habitation
FORM	Animation de sessions de formation professionnelle
BIM Mngr	Mission de BIM Manager, à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'œuvre, réalisée dans le cadre d'une opération de construction pour laquelle une équipe de maîtrise d'œuvre intervient
AMO BIM	Mission d'AMO BIM à l'exclusion de toute mission de maîtrise d'œuvre
	<ul style="list-style-type: none"> aux chantiers réalisés en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer, aux chantiers dont le coût total de construction HT tous corps d'état, hors honoraires, déclaré par le maître d'ouvrage, n'est pas supérieur à la somme de 20 000 000,00 €. <p>Cette somme est portée à 30 000 000,00 € en présence d'un contrat collectif de responsabilité décennale bénéficiant à l'assuré, comportant à son égard une franchise absolue au maximum de 3 000 000 €.</p> <p>Au-delà de l'une des limites qui conditionnent l'application du contrat, l'assuré doit se rapprocher de son assureur.</p> <p>Au-delà de 30 000 000,00 € hors taxes ou de 20 000 000,00 € hors taxes en l'absence de Contrat Collectif de Responsabilité Décennale bénéficiant à l'assuré, la garantie peut être étendue par accord exprès entre l'assuré et l'assureur, après détermination des conditions de la garantie et du tarif.</p>

99813002A8

E10FA8F347

euromaf

Assurance des Ingénieurs et Architectes européens

 189 boulevard Malesherbes 75856 Paris Cedex 17
 SIRET 429 599 509 00024
 Tél : 33 (0)1 53 70 30 00 | euromaf@euromaf.fr
 www.euromaf.fr

 Entreprise régie par le code des assurances - Société anonyme au
 capital de 21 250 000 € - R.C.S. Paris B 429 599 509

8E8F8683

B92BD1AC8E

ATTESTATION D'ASSURANCE
2021

La garantie est accordée sur base réclamation.

La garantie s'exerce à concurrence des montants ci-après :

Valeur au 30 juin 2007

Garantie des dommages consécutifs aux dommages définis aux articles 1792 et 1792-2 du code civil et garantie des dommages relevant des autres responsabilités professionnelles	Montant de la garantie par sinistre	Montant de la garantie par année d'assurance
. Dommages corporels	4 500 000,00 €	13 500 000,00 €
- Dont dommages corporels résultant d'une exposition à l'amiante	117 801,92 €	353 405,76 €
. Dommages matériels et immatériels	1 750 000,00 €	5 250 000,00 €
- Dont dommages immatériels non consécutifs	500 000,00 €	1 500 000,00 €
. Dommages aux éléments d'équipement à usage professionnel (article 1792-7 du Code Civil)	500 000,00 €	1 500 000,00 €
► Le montant total de la garantie ne peut excéder 4 750 000,00 € par sinistre, tous dommages confondus		

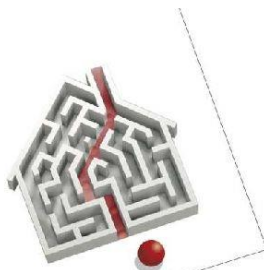
La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.

Fait à Paris, le 01 janvier 2021


 EUROMAF SA

99813002A8

E10FA8F347



Certificat de compétences Diagnosticueur Immobilier

N° CPDI 4033 Version 006

Je soussigné, Philippe TROYAUX, Directeur Général d'I.Cert, atteste que :

Monsieur DELGADO Eric

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert en vigueur (CPE DI DR 01 (cycle de 5 ans) - CPE DI DR 06 (cycle de 7 ans)), dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante avec mention	Amiante Avec Mention** Date d'effet : 05/07/2017 - Date d'expiration : 04/07/2022
Amiante sans mention	Amiante Sans Mention* Date d'effet : 05/07/2017 - Date d'expiration : 04/07/2022
Electricité	Etat de l'installation intérieure électrique Date d'effet : 11/09/2020 - Date d'expiration : 10/09/2027
Energie sans mention	Energie sans mention Date d'effet : 23/12/2020 - Date d'expiration : 22/12/2027
Gaz	Etat de l'installation intérieure gaz Date d'effet : 13/08/2020 - Date d'expiration : 12/08/2027
Plomb	Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb Date d'effet : 19/10/2017 - Date d'expiration : 18/10/2022
Termites	Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment - France métropolitaine Date d'effet : 19/10/2017 - Date d'expiration : 18/10/2022

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.
Edité à Saint-Grégoire, le 28/12/2020.



Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 3 novembre 2019 relatif aux compétences des personnes physiques opérateurs de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux, dans les immeubles bâtis ou Arrêté du 21 novembre 2008 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 juillet 2003 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification. Ou Arrêté du 2 juillet 2018 modifié définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification.



Certification de personnes
Diagnosticueur
Portée disponible sur www.icert.fr

Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K – 35760 Saint-Grégoire



CPE DI FR 11 rev16